



DÉCISION DU MAIRE

n° 2023-43

Prise en vertu d'une délégation donnée par le Conseil Municipal
(Article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Publiée sur le site internet de la commune le 19/10/2023

MASSAROTTI Yves, Maire de la commune de Vougy

**OBJET : SIGNATURE D'UN DEVIS AVEC L'ENTREPRISE « L'ATELIER D'ADRIEN »
POUR LA POSE DE FILMS DÉPOLIS SUR LES VITRES DE L'ÉCOLE ET DE FILMS
ANTI-CHALEUR SUR LE Puits DE LUMIÈRE**

Monsieur Yves MASSAROTTI, Maire de la Commune de VOUGY,

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°2020-02-06 en date du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal pour la durée de son mandat, l'autorisant à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, dans la limite des opérations dont le montant est inférieur à 90 000 € HT,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire appel à un prestataire spécialisé pour la pose de films dépolis sur les parties inférieures vitrées des salles de classe et de films anti-chaleur sur les vitres du puits de lumière de l'école ;

DÉCIDE

Article 1 : d'accepter l'offre présentée par « L'ATELIER D'ADRIEN » – 110, chemin de l'Étang – 74570 FILLIÈRE :

- Devis n° D/82 du 17/10/2023 s'élevant à 2 028,00 € HT (soit 2 433,60 € TTC).

Article 2 : la présente décision sera télétransmise à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 3 : il sera porté à connaissance de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à VOUGY, le 18/10/2023
Le Maire,



Yves MASSAROTTI

Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. L'autorité compétente peut également être saisie d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.